

27 juin 2019 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Débat sur l'innovation au service du bien commun lors de la Visite Officielle au Japon

Bonjour, Mesdames, Messieurs, et merci d'être là.

D'abord, je suis très heureux de revenir dans ce lieu, j'y étais, il y a quelques années, auprès de certains d'entre vous, parce que je pense que nos sociétés, nos pays et nos écosystèmes entrepreneuriaux ont beaucoup à se dire. Je sais ici qu'il y a des artisans de longue date de cette coopération. Nous avons beaucoup à nous dire, parce que quand je regarde les chiffres, la réalité de ce que réussit à faire le Japon et de ce que nous sommes en train de faire en France, il est clair que nous avons, de part et d'autre, des pays qui sont attachés au savoir-faire industriel, attachés à la recherche fondamentale et à l'innovation technologique, et attachés à cette idée, justement, de transformer l'environnement dans lequel nous vivons par l'inventivité humaine. Les chiffres sont là pour le montrer. Le Japon reste l'un des pays les plus innovants au monde, son stock de brevets et sa capacité à faire le traduit.

La France elle-même est en train de redevenir une nation créatrice sur le plan économique. On a passé beaucoup de réformes, mais au-delà des réformes, les entreprises françaises et les entrepreneurs français démontrent, et beaucoup sont ici présents. Je veux saluer aussi toutes les entreprises et entrepreneurs français qui sont dans cette salle, soit qui sont depuis longtemps à vos côtés, en étant très impliqués au Japon, soit qui font partie de la délégation qui m'accompagne. La France est en train de devenir l'un des pays les plus attractifs d'Europe, le deuxième après le Royaume-Uni, et nous sommes en train de rattraper cela. Nous sommes en train de devenir une place de plus en plus innovante sur le plan financier, vous le savez, avec un lien très particulier avec votre place financière. Nous sommes en train de devenir un lieu de création d'entreprises et de croissance d'entreprises.

La France est le pays d'Europe continentale qui crée le plus de start-ups aujourd'hui, et dont les start-ups décollent le plus vite, avec de plus en plus de tickets moyens au-delà de 100 millions d'euros, et avec, sans doute, une année 2019 qui ira vers des niveaux de levées autour de 5 milliards d'euros pour ces start-ups. Ça veut dire que notre tissu industriel est lui-même en train de changer, d'innover, et donc que nos écosystèmes ont beaucoup à se dire et à faire ensemble, de la même manière que nos gouvernements ont à se dire et à faire ensemble, c'est ce à quoi nous travaillons dans les différents forums internationaux.

C'est en effet pour cela que cette année de présidence japonaise du G20 et de présidence française du G7 est particulièrement critique. C'est dans ce contexte-là que je voulais m'adresser à vous avant qu'on puisse échanger et que plusieurs d'entre vous s'expriment. Il y a toutes ces opportunités, il y a ce qu'on est en train de faire, et nous avons malgré tout les difficultés contemporaines à saisir. Je serai très rapide sur ce point, mais il faut qu'on les regarde en face. J'ai eu l'occasion de le dire il y a quelques semaines, à l'OIT, mais nous avons une crise du capitalisme contemporain. Pourquoi ? Parce que les déséquilibres sont de plus en plus grands et de moins en moins soutenables. Les inégalités qui existent dans nos sociétés, qui existent entre nos pays, qui existent entre certains continents de la planète sont devenues insoutenables sur un plan démocratique. On le voit peut-être plus en Europe qu'en Asie dans les crises qui sont à l'œuvre, mais on le voit partout, qu'il s'agisse de l'égalité femmes hommes, des inégalités de revenus, des inégalités territoriales ou des inégalités de développement. Et ça, c'est une crise de l'organisation de notre mondialisation et du capitalisme.

Deuxièmement, est en train d'arriver, une forme de crise liée au numérique. En tout cas, il faut qu'on l'appréhende. C'est à dire que le numérique est un formidable levier de transformation de nos économies, beaucoup d'entre vous y êtes impliqués. Ça permet de créer cette industrie du futur, de faire énormément de transformations, d'apporter des opportunités, de l'Internet of Things à l'intelligence artificielle, mais cela déstabilise nos sociétés, et ça a des conséquences, je dirais, presque anthropologiques le rapport à l'autre, le rapport à la confidentialité sur ses informations, la manière d'être ensemble et d'organiser nos sociétés. Et donc c'est en train de toucher l'organisation de la société, notre ordre public commun, comme, si je puis dire, le rapport de l'un à l'autre. On le voit sur internet avec l'utilisation de ce levier pour véhiculer les discours de haine, par les terroristes, le rapport à la protection de nos données personnelles, comme tous les sujets d'éthique que l'intelligence artificielle fait émerger. Et ça, c'est un bien commun qui est en train d'émerger, nouveau, avec des conséquences autres qu'il nous faut aussi saisir. À côté de la crise actuelle de la mondialisation, il y a, si je puis dire, les déstabilisations liées au numérique sur le plan anthropologique, éthique, de l'ordre public mondial et de notre organisation collective.

Et puis il y a évidemment une troisième crise, une troisième transformation profonde que nous devons saisir, c'est celle, précisément, du changement climatique et de la biodiversité. Nous avons une organisation collective, une manière de produire, de faire, de consommer, de travailler, qui, pendant des décennies, s'est faite sans prendre en compte les conséquences sur l'environnement dans lequel on était plongé, et donc sans prendre en compte ces conséquences en termes d'émissions, sans prendre en compte ces conséquences en termes de réductions ou de menaces sur la biodiversité. On a ensuite commencé à les corriger en considérant que c'était uniquement l'affaire des gouvernements. On arrive maintenant à une époque, où il nous faut intégrer dans notre manière de produire, de faire, de nous organiser, de nous déplacer, de construire, de consommer cette donnée, et donc la lutte contre le réchauffement climatique et la lutte pour la biodiversité.

Ces trois transformations profondes, ces trois crises qui sont à l'œuvre, elles nous impliquent de nous organiser. C'est un peu ça qu'on a mis au cœur de ce G7, au cœur aussi des batailles que nous allons conduire, en lien avec le Premier ministre ABE, du G20. Je voulais simplement vous donner quelques éclairages sur ces sujets, mais vous dire aussi combien j'ai besoin de vous dans cette bataille, d'abord parce que pour affronter tout ce que je viens de décrire, ce ne sont pas les gouvernements seuls qui peuvent agir. Réussir à mener ces transformations, la transformation profonde du capitalisme, l'invention d'un numérique humaniste et la capacité à intégrer une politique pro-biodiversité contre le réchauffement climatique, ça suppose de changer en profondeur le modèle qui est le nôtre. Et donc c'est pour chaque citoyen, chaque entreprise mais aussi les gouvernements, et au niveau international l'organisation collective qui est la nôtre, devoir changer nos habitudes, nos pratiques et inventer un modèle nouveau.

Et c'est pour ça que la méthode que nous avons adoptée pour notre présidence du G7, c'est aussi de bâtir des coalitions d'acteurs, c'est à dire des coalitions des membres du G7, accepter que si un des membres ou plusieurs du club ne sont pas d'accord, il ne doit pas bloquer les autres, mais qu'on peut aller chercher d'autres puissances de bonne volonté pour avancer sur tel ou tel sujet, et donc avoir des coalitions d'acteurs qui peuvent changer selon les thématiques pour ne pas attendre, pour ne pas traîner, mais aussi des coalitions d'acteurs en ce que nous avons besoin d'associer, sur chacun de ces sujets, les plus grands investisseurs mondiaux, qu'il s'agisse des grands fonds de pension, nous étions en train de l'évoquer à l'instant, des assets managers, des fonds souverains, et les grandes entreprises mondiales comme les start-ups, et nombre d'entre elles sont ici présentes.

Pour faire face au sujet de la transformation du capitalisme, quelques pistes auxquelles je crois beaucoup dans ce que l'on va proposer de faire, c'est d'abord de mieux articuler le travail de nos organisations internationales. On le voit, on a un multilatéralisme qui est en crise, qui parfois a du mal à agir efficacement, mais surtout, on a un multilatéralisme qui est cloisonné. On va discuter des droits sociaux quand on est à l'Organisation internationale du travail, on parle du climat quand on est ensemble aux Nations unies ou ailleurs, on parle des objectifs de santé à l'OMS, et puis on oublie tout ça quand il s'agit de parler du commerce et qu'on arrive à l'OMC, quand on n'est pas en train de bloquer l'OMC par des mesures protectionnistes. On a un agenda complètement incohérent.

Ce que nous souhaitons mettre en place, c'est une coordination des grandes organisations internationales, FMI, Banque mondiale, OMS, OMC, Organisation internationale du travail, pour avoir un agenda commun et cohérent, et typiquement, pour dire « On est pour l'ouverture et développer le commerce international, mais le faire de manière multilatérale et en intégrant nos objectifs environnementaux et sociaux ». On ne va pas développer un commerce qui détruit le climat et qui soit moins présent sur le plan social. Deuxième axe sur lequel je pense qu'il nous faut avancer très fortement on va monter des coalitions pour faire face à ces inégalités économiques et sociales, avec des actions très fortes qu'on souhaite mener contre les inégalités femmes hommes, et la démarche, l'approche par ce qu'on a appelé un bouquet législatif, c'est à dire permettre aux différents pays du G7 d'isoler les règles qu'ils ont pu mettre en œuvre et qui sont les mieux évidentes et proposer d'adopter les uns les autres, de s'inspirer les uns les autres pour en quelque sorte monter en standard.

Lutter contre les inégalités aussi au plan intergouvernemental, c'est avoir une action beaucoup plus vigoureuse, forte à l'égard de l'Afrique. Je parlais des grandes inégalités mondiales et de ses dérives ce que nous allons mettre en œuvre dès ce G20 mais au G7 c'est une politique des grandes puissances développées avec un véritable agenda africain et ce d'ailleurs quelques jours avant que le Japon n'organise le TICAD 7 qui aura aussi un agenda à l'égard de l'Afrique. Et donc pour ce faire ce que nous souhaitons développer c'est une politique visant à favoriser l'entrepreneuriat féminin en Afrique, en s'axant tout particulièrement sur le Sahel avec la lutte contre le terrorisme et une politique en faveur du développement et avoir un agenda intégré de développement de l'Afrique ce qui est absolument clé pour lutter contre les inégalités mondiales. Évidemment il appartient aux puissances développées de s'engager plus spécifiquement sur ce sujet et de partager du G20 au G7 jusqu'aux Nations-Unies un agenda très volontariste sur ce point.

Et puis enfin lutter contre les inégalités économiques, sociales pour cette transformation du capitalisme que j'évoquais qui est le premier acte de réponse à ces crises, c'est réussir à engager les entreprises dans cette transformation. On y reviendra tout à l'heure en parlant de l'initiative B for IG, mais c'est de construire des coalitions d'acteurs que nous installerons au moment de ce G7 et d'avoir un engagement des entreprises avec

coalitions d'acteurs que nous installerons au moment de ce G7 et d'avoir un engagement des entreprises, avec elles des investisseurs et à leurs côtés des États pour financer ces initiatives et les aider à les amorcer ce qui consistent à dire, au fond, les entreprises ne sont pas simplement des coalitions, enfin un ensemble humain qui vise à produire et à servir des dividendes à ses actionnaires —c'est important et je rassure tous les investisseurs qui sont dans la salle —mais une entreprise c'est aussi un collectif humain qui vit ensemble et qui doit en son sein s'engager à réduire les inégalités et donc prendre des engagements extrêmement concrets pour lutter contre l'inégalité entre les femmes et les hommes, pour avoir des objectifs sociaux et environnementaux qui s'intègrent aux finalités même de l'entreprise.

Et au fond de cette coalition d'acteurs qu'il y a autour de B for IG, c'est de dire la croissance inclusive implique que l'entreprise et l'investisseur contemporain inventent de nouveaux objectifs, une nouvelle raison d'être comme nous l'avons travaillé sur le plan français à ce qu'est ce collectif humain qu'est une entreprise et de se dire on crée de la richesse mais on crée aussi des valeurs communes et on doit permettre de répondre aux inégalités contemporaines si je puis dire dès la racine. Et l'objectif de notre G7 c'est véritablement de promouvoir cet agenda, de mettre en place cette coalition mais aussi de progressivement changer les règles en incitant les acteurs à investir davantage sur ce point. Voilà sur le premier levier de réponses qui me paraît extrêmement important sur lesquels nous souhaitons avancer.

Deuxième axe, face aux incertitudes du numérique, en tout cas à cette crise potentielle, à cette déstabilisation que le numérique peut apporter d'abord on a un premier élément de réponse qui est de nous engager collectivement dans l'innovation, la recherche, l'investissement. Je le dis ici parce qu'il y a beaucoup d'organismes de recherche qui sont présents, japonais et français, et je les remercie d'être là. Nous avons une feuille de route qui a été signée hier en la matière mais le digital suppose un investissement massif, un travail de recherche pour que nous ne soyons pas à la traîne de l'innovation et que nous ne subissions pas, si je puis dire, l'innovation des autres. Et donc nos deux pays doivent continuer à investir en recherche fondamentale et appliquée pour être au leadership de l'innovation numérique qu'il s'agisse de l'internet des objets, de l'intelligence artificielle, des transformations, quels qu'en soient les secteurs que le numérique permet de mettre en œuvre, nous avons une stratégie que nous avons mise en place avec une coordination évidemment européenne mais une coordination croissante qu'on souhaite avec le Japon et les grandes puissances développées. Ça c'est le premier axe.

Il y a un deuxième axe qui est justement de renforcer cette intégration et ce travail autour de l'intelligence artificielle et donc de mettre en place un groupe international d'experts en matière d'intelligence artificielle. Un peu comme nous l'avons fait sur le climat avec le GIEC, le développement de l'intelligence artificielle suppose une coordination internationale pour accompagner ces évolutions, c'est-à-dire accompagner l'innovation positive, ces pistes qui permettent de conseiller les gouvernements de manière indépendante pour dire quels sont les leviers les plus stratégiques, mais aussi avoir une réflexion éthique sur ce développement. On ne peut pas laisser l'intelligence artificielle uniquement aux acteurs privés parce qu'elle va avoir des conséquences massives sur la mobilité du quotidien et des questions de responsabilité qui vont avec, sur la gestion de nos données personnelles et les interconnexions qu'il peut y avoir entre différents secteurs, sur même la santé, avec des potentiels de création de valeur pour chacun d'entre nous, de mieux être, mais aussi des conséquences de sélection des risques qui vont inévitablement émerger.

Sur chacun de ces sujets on va toucher à des limites éthiques qui vont remettre en cause nos organisations actuelles et donc il va falloir aussi parfois mettre des limites à l'innovation ou en tout cas donner des règles à cette innovation pour que le commun puisse être préservé et que ça ne vienne pas éclater tout ce que nous avons démocratiquement accepté et mis en place. Et donc je souhaite que lors du G7 on puisse avancer très concrètement sur ce groupe international d'experts de l'intelligence artificielle sur à la fois le volet innovation et éthique et qu'on puisse l'installer sur le plan international et coordonner notre travail.

Enfin en matière numérique nous avons aussi souhaité mettre en place des coalitions d'acteurs un peu innovantes. On a commencé avec Tech for Good qui a permis il y a quelques semaines d'avoir à Paris ce que l'on a appelé "l'appel de Christchurch" qui justement en matière de moralisation si je puis dire de l'Internet a permis, suite à ce qui s'est passé à Christchurch, d'engager plusieurs gouvernements et acteurs de l'Internet à dire "tout n'est pas possible et ne peut pas être dit ou écrit sur internet" et donc à apporter des premières limitations face aux contenus terroristes avec des engagements de retrait extrêmement rapides des acteurs, mais aussi de l'imitation des discours haineux, de lutte contre le harcèlement en ligne et donc la création de ce que j'appellerais un ordre public de l'Internet. Là aussi nous en avons besoin nos enfants vont sur Internet, nos enfants vont sur les réseaux sociaux, et ce que nous avons mis en place dans l'ordre public pour qu'il y ait une civilité entre nous lorsque nous sommes dans l'espace commun physique, a complètement disparu quand on est sur Internet.

Et donc nous devons là aussi, avoir une organisation entre les acteurs économiques et les gouvernements pour mettre en place cette régulation intelligente. Ce que nous avons essayé d'innover c'est ce que j'appellerais une " smart regulation " c'est-à-dire du droit dur, nous l'avons mis en droit français, nous le mettons en droit européen mais également avec des engagements concrets des acteurs du numérique pour changer les

pratiques et s'engager en quelque sorte de manière proactive à mettre en place de nouveaux comportements. Ça c'est pour moi un levier extrêmement important sur le numérique que nous allons poursuivre et lors du G7 ce que nous souhaitons faire c'est justement promouvoir cet agenda, mais avoir aussi un engagement très clair pour protéger l'information et la démocratie en ligne en associant les reporters sans frontières, en associant beaucoup d'ONG, pour préserver justement le cadre commun de la bonne information numérique.

Tout dernier point, c'est évidemment la mobilisation face au réchauffement climatique et à la menace sur la biodiversité. Là aussi nous y reviendrons et je veux remercier beaucoup d'acteurs qui sont là, nous avons besoin de nous engager davantage. Je l'ai dit hier, pour moi ce sera un des axes importants de ce G20. Nous devons au G20, non seulement réaffirmer nos engagements en matière climatique et de biodiversité, mais passer une étape supplémentaire de mise en œuvre. Le G7 sera à cet égard un rendez-vous critique quelques semaines avant le sommet des Nations-Unies pour le climat. Mais la bataille jumelle que nous voulons mener –et je veux vraiment saluer l'engagement de plusieurs entreprises, investisseurs, acteurs présents dans cette salle –c'est une bataille contre le réchauffement climatique et pour la biodiversité, parce que nous sommes convaincus que ce travail est un travail conjoint. Et si on a pu commencer à avancer avec l'accord de Paris en 2015 en matière de climat, on doit maintenant le mettre en œuvre de manière très concrète mais on doit accélérer sur la biodiversité et créer en quelque sorte les règles nouvelles.

Et donc l'agenda que nous souhaitons mettre en place sur ce sujet c'est d'abord un agenda de mise en œuvre en matière climatique avec des coalitions d'acteurs là aussi très concrètes pour la neutralité carbone 2050, pour des solutions très concrètes secteur par secteur dans le textile, dans les transports, avec des initiatives extrêmement fortes dans la réduction des gaz dits HFC qui sont ces gaz qu'on utilise dans les climatiseurs et qui sont extraordinairement nocifs en raison de leurs conséquences sur le réchauffement climatique. Et là nous allons, gouvernements et entreprises, mettre en place des coalitions d'acteurs sur lesquels je vous engage massivement à vous associer.

On souhaite aussi accélérer la transformation de l'investissement. C'est quelque chose qu'on a lancé dans le cadre du One Planet Summit et plusieurs d'entre-vous l'ont déjà, y ont déjà adhéré mais c'est de pousser les asset managers, les investisseurs, les fonds souverains, les entreprises à faire plus de transparence sur leurs investissements et donc avoir une coalition d'acteurs qui s'engagent en quelque sorte à dire où ils investissent et quand ils n'investissent pas correctement et à orienter de plus en plus d'actifs sous gestion, vers les secteurs qui sont favorables à la transition environnementale. Nous aurons aussi une coalition d'acteurs en faveur de l'éradication du plastique, industrie et gouvernement, et nous souhaitons mettre en place une coalition d'acteurs forts en matière justement de lutte pour la biodiversité. La charte biodiversité sera signée sur la base des travaux de l'IPBES mais ce qu'il nous faut faire un peu sur le mode de B for IG c'est là aussi une coalition d'acteurs où l'ensemble des acteurs de l'agroalimentaire, l'ensemble des gouvernements se mettent d'accord sur une feuille de route où ils changent les pratiques, la manière de produire, la manière de s'organiser, de nous alimenter pour avoir des pratiques qui sont bien plus favorables à la restauration ou la préservation de la biodiversité, avec des engagements mesurables et avec un changement des comportements.

Je ne veux pas être plus long mais vous le voyez face aux trois grands défis que j'évoquais –les inégalités liées au capitalisme, les déstabilisations liées au numérique, réchauffement climatique et menaces sur la biodiversité – ce que nous voulons c'est mettre en place des coalitions très innovantes d'acteurs, des engagements extrêmement forts pour pouvoir avoir des résultats concrets, mesurables et suivis. Bien souvent on fait des déclarations qui ne sont pas suivies d'effets. Il y aura très peu de déclarations au G7 mais je souhaite qu'il y ait un maximum d'engagements concrets où ceux qui signent s'engagent concrètement, seront suivis, pourront être suivis par leurs actionnaires, pour les uns, par la presse et les ONG pour les autres mais nous permettront d'avoir un agenda positif pour construire ce monde nouveau.

Nous sommes des nations qui croyons très profondément à la production industrielle, technologique et nous l'avons constamment montré et les entreprises qui sont là le montrent chaque jour. Nous sommes des nations qui parce qu'elle croit à l'innovation croient qu'on peut changer le monde. Et donc par l'innovation, par ces nouvelles règles, par l'innovation aussi organisationnelle, sociétale je crois que nous pouvons être à la hauteur d'un nouvel humanisme. C'est pour moi cela qui est au cœur à la fois du G20 présidé par le Japon qui commencera demain et du G7 que la France préside et dont le sommet se tiendra à Biarritz dans quelques semaines. Je ne serai pas plus long mais je vous remercie non seulement pour votre présence mais pour votre engagement sur ce sujet.

Je voulais vous remercier, pour être très direct, merci pour votre gentillesse. C'est qu'en fait je suis attendu en effet chez l'empereur, ce qui explique le caractère, très abrupt, de cette transition, parce qu'il ne s'agit pas d'être en retard. Je voulais vous remercier. Ce que vient de dire Emmanuel FABER est, je pense, très important, et c'est vraiment l'illustration de cette méthode que nous voulons et ce que vous avez tous parfaitement illustré. Si on veut que le monde change, il faut un, changer les règles, vous l'avez très bien montré dans votre pays, par exemple, pour recycler les 3 R ont permis de réduire beaucoup les déchets, etc. C'est ce que nous devons faire sur le climat, la biodiversité, l'inégalité salariale. Il faut des régulations.

Deux, il faut de l'innovation, ce que vous avez fait, et c'est ce que vient de dire Emmanuel FABER, il faut de l'innovation organisationnelle, sociétale, dans l'entreprise. Et trois, il faut de la finance, et donc il faut réorienter les financements aux bons endroits, c'est le fond qu'on veut mener pour le G7. Des règles, de l'innovation de tous et donc l'implication de tous les acteurs, et la réorientation des flux financiers. C'est ce dont on a besoin pour changer le monde. Tous les acteurs sont là. Mais je veux vraiment remercier, en tout cas, les quatre panélistes qui étaient là pour à la fois ce qu'ils ont fait, ce qu'ils sont en train de faire et l'initiative B for IG à laquelle on croit beaucoup. Je serais vraiment très heureux qu'il y ait le maximum d'entreprises japonaises qui puissent aller derrière l'initiative présentée par Emmanuel FABER. Merci à vous, en tout cas.